

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 18/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**Syndicat Coprop. Bures-Orsay-Les Ulis**

105 rue Anatole France  
92300 Levallois-Perret

Références : D2025-  
Code AIOT : 0006510792

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement Syndicat Coprop. Bures-Orsay-Les Ulis implanté 32 Ave de l'Océanie ZA de Courtaboeuf immeuble 104 91140 Villejust. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de l'inspection est de faire un point sur les non-conformités relevées par l'inspection le 04/10/2022 et ainsi, réaliser un point de situation avec l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat Coprop. Bures-Orsay-Les Ulis
- 32 Ave de l'Océanie ZA de Courtaboeuf immeuble 104 91140 Villejust
- Code AIOT : 0006510792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Syndicat Coprop.BURES-ORSAY-LES ULIS implanté au 32 avenue de l'Océanie ZA de COURTABOEUF 91140 est une copropriété entre la société Galilée et SIV. Ce dernier, situé au 78 boulevard de la Reine à Versailles, est l'interlocuteur de l'inspection. L'établissement est composé de quatre bâtiments représentant une superficie totale de 278 000 m<sup>2</sup>. Seize locataires louent l'ensemble des cellules des bâtiments.

Concernant les bâtiments A,B et C, ils ont été construits en 1975 alors que le bâtiment D a été construit en 1977. Les bâtiments étant vieillissants, des travaux relatifs à la performance énergétique ont été réalisés (façade, fenêtres, ...).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Situation administrative                      | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article Titre 1. Article 2         | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 2  | Matières stockées                             | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II.4                | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |
| 3  | Aménagement du stockage                       | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 2.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |
| 6  | Conception et aménagement des infrastructures | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 2.2.3 | Demande d'action corrective  | 4 mois                |
| 8  | Moyens d'intervention en cas d'accident       | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 7.1.3 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |
| 10 | Moyens d'intervention en cas d'accident       | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 3.1.4 | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 11 | Consignes de sécurité                         | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 3.2.3 | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 12 | Surveillance des rejets atmosphériques        | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 2. Article 4.1   | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |
| 13 | Gestion des déchets sur site                  | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 3. Article 4.5   | Demande d'action corrective  | 4 mois                |

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------|--|--|-----------------------|
| 15 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_15 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 16 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe I_1.1 | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 17 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_17 | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 4  | Gestion de la prévention des risques          | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 1              | Sans objet        |
| 5  | Moyens d'intervention en cas d'accident       | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 7.1.1          | Sans objet        |
| 7  | Moyens d'intervention en cas d'accident       | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 7.1.2 et 7.1.3 | Sans objet        |
| 9  | Conception et aménagement des infrastructures | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 2.2.2          | Sans objet        |
| 14 | Prévention des risques technologiques         | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre V. Article 2.5            | Sans objet        |
| 18 | Prévention des risques                        | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_14                                | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est axée principalement sur les non-conformités relevées lors de l'inspection du 04/10/2022 et sur la visite du bâtiment A.

Concernant les non-conformités de la précédente inspection, l'inspection a noté une amélioration sur la gestion des contrôles réglementaires. Pour autant, l'inspection a relevé des non-conformités notamment sur la présentation de l'état des stocks, sur la réalisation de l'exercice de défense incendie, sur la mise à jour du POI, sur la création du PDI et sur la levée de réserve des portes coupe-feu. L'inspection souligne que certaines non-conformités citées n'ont pas été traitées depuis l'inspection précédente.

Concernant la visite terrain du bâtiment A, l'inspection a constaté que la partie du bâtiment exploitée par la société PIEX est bien tenue. Par la suite, l'inspection a visité la partie du bâtiment exploité par la société ECS ayant comme activité, le stockage de matériel de téléphonie. Des non-conformités ont été identifiées sur le stockage dans les cellules, notamment sur l'évacuation du personnel et le stockage dans le local de charge. De plus, en mezzanine, l'inspection a constaté que la société BAR ASSOCIES exploite la mezzanine pour le stockage des matières textiles et utilise la surface pour une activité de bureau.

Au vu des non-conformités identifiées ci-dessus, l'inspection propose à Madame la préfète de mettre en demeure la société SIV de respecter :

- le point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 **dans un délai de 2 mois** en transmettant un état des stocks conforme aux exigences réglementaires et permettant notamment de connaître les volumes et tonnages stockés au regard des différentes rubriques ICPE correspondantes. Il conviendra de rappeler à l'exploitant que cet état des stocks doit être tenu à jour de manière hebdomadaire et qu'il doit posséder l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits dangereux présent sur le site.
- l'article 3.1.4 du Chapitre de 5 du Titre 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 **dans un délai de 3 mois** en transmettant la facture des travaux de mise en conformité des BAES suite aux observations relevées par le bureau de contrôle le 24 octobre 2024.
- l'article 3.2.3 du Chapitre 5 du Titre 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 **sous un délai de 3 mois** :
  - en réalisant un exercice de défense incendie
  - en transmettant le rapport de cet exercice de défense incendie
  - en mettant à jour et en transmettant le Plan d'Opération Interne (POI)
- le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en réalisant et en transmettant le Plan de Défense Incendie (PDI) **sous un délai de 3 mois**.
- l'article 1.1 de l'Annexe I de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 en retirant l'ensemble des stockages présents dans la mezzanine de la cellule du locataire ECS dans le bâtiment A **dans un délai de 2 mois**.
- le point 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en retirant la totalité des matières combustibles présentes dans le local de charge du locataire ECS dans le bâtiment A **sous un délai de 1 mois**.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 1. Article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Rubrique 1510 (A): Entrepôt couvert pour le stockage d'une quantité de matières combustibles fixée à 48 627 tonnes dans quatre bâtiments pour un volume total de 523 998 m <sup>3</sup> :<br>Bâtiment A : Quantité de matières combustibles : 7517 tonnes ; Volume de stockage : 81 000m <sup>3</sup><br>Bâtiment B : Quantité de matières combustibles : 15 034 tonnes ; Volume de stockage : 162 000m <sup>3</sup><br>Bâtiment C : Quantité de matières combustibles : 15 034 tonnes ; Volume de stockage : 162 000m <sup>3</sup><br>Bâtiment D : Quantité de matières combustibles : 11 042 tonnes ; Volume de stockage : 118 988m <sup>3</sup><br><br>Rubrique 2663-2-b (D): Stockage de produits pouvant contenir plus de 50 % en masse de polymère à l'état non alvéolaire et non expansé.<br>Stockage de bobine de films cinématographique pouvant contenir plus de 50 % de matières plastiques : Volume maximal stocké : 5 568m <sup>3</sup><br><br>Rubrique 2910-A-2 (D) : Installation de combustion.<br>Chaudières au fioul domestique, puissance totale du site 7,16 MW<br>-2 chaudières de 3 MW chacune pour les bâtiments A,B et C<br>-2 chaudières de 580 kW chacune pour le bâtiment D<br><br>Rubrique 2925 (D) : Ateliers de charge d'accumulateurs<br>Puissance totale de courant continue est fixée au maximum à 79,82 kW<br>- Local de charge du bâtiment A : 19 kW<br>- Local de charge du bâtiment B2 : 29,7 kW<br>Local de charge du bâtiment D : 27,12 kW |
| <b>Constats :</b><br><br>En date du 14/02/2025, l'exploitant a transmis le plan du site en mettant en évidence les locataires présents dans les différents bâtiments et l'état des stocks pour les rubriques 1510 et 2925.<br><br>L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé sa demande de positionnement vis à vis de la rubrique 1510 suite à la parution de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié. De plus, il présente un volume total de matières combustibles de 56 500 m <sup>3</sup> via son état des stocks. L'augmentation du volume est de 8 000 m <sup>3</sup> (soit 16%) et est réparti sur l'ensemble des 4 bâtiments comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• Bâtiment A : Quantité de matières combustibles : 7 440 tonnes ;</li><li>• Bâtiment B : Quantité de matières combustibles : 22 736 tonnes ;</li><li>• Bâtiment C : Quantité de matières combustibles : 17 150 tonnes ;</li><li>• Bâtiment D : Quantité de matières combustibles : 9 000 tonnes ;</li></ul><br>Concernant la rubrique 2663-2-b (D), l'exploitant déclare qu'il n'y a plus de stockage de bobines cinématographiques depuis 2020.   |

L'exploitant déclare la présence de produits classables sous les rubriques 4XXX au sein du locataire GCA tels que des vernis, aérosols, ... stockés dans un conteneur à l'extérieur. Dans l'état des stocks présentés, l'exploitant ne présente pas les quantités et la localisation de ces produits dangereux.

Pour la rubrique 2910-A-2 (D), l'exploitant annonce la présence de deux chaudières de secours de 3 MW alimentés au fioul et l'inhibition des chaudières du bâtiment D de 580 kW depuis 2008. Il y a donc une mise à jour administrative à réaliser afin de statuer définitivement sur la puissance présente sur site.

Concernant la rubrique 2925 (D) pour les ateliers de charge et d'accumulateurs, l'exploitant déclare une puissance de 174,40 kW répartis sur l'ensemble des cellules soit une augmentation de la puissance de 118 %. Concernant les locaux de charge, d'après l'arrêté préfectoral, seuls les bâtiments A, B et D possèdent un local de charge accueillant une puissance maximale de 19kW pour le bâtiment A, 29,7 kW pour le bâtiment B2 et 27,12 kW pour le bâtiment D.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à Madame la préfète, un courrier relatif à la mise à jour de sa situation administrative. Le positionnement vis à vis de la rubrique 1510 sera réalisé dans ce même courrier.

De plus, concernant la rubrique 2925, l'exploitant détaillera la localisation des locaux de charge ainsi que leur puissance maximale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks

**Prescription contrôlée :**

« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la

disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.  
Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'exploitant présente un état des stocks pour chaque cellule mettant en évidence la rubrique 1510 et 2925. L'inspection constate que cet état des stocks ne met pas en évidence les rubriques 4xxx et n'est pas mis à jour de manière hebdomadaire. De ce fait, aucune information sur les quantités figure dans le POI. Cette non-conformité avait déjà été relevée lors de la précédente inspection de 2022.

Lors de la visite du bâtiment A de la société PIEX, l'inspection constate que le stockage ne comporte pas de matériel médical mais des médicaments pour l'export. Le locataire déclare qu'en termes de produits stockés, il peut y avoir du gel hydroalcoolique ou des bains de bouches en tant que liquide inflammable. Le locataire explique qu'elle est suivie par l'ANSM et qu'elle tient à jour son état des stocks et ses fiches de données de sécurité à jour dans un logiciel. Sur ce point, l'exploitant ne possède aucune fiche de données de sécurité et s'appuie sur les locataires pour les recevoir.

Concernant la cellule abritant la société ECS, le locataire déclare avoir besoin d'une journée pour effectuer son état des stocks.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu d'avoir un état des stocks mis à jour toutes les semaines. Cet état des stocks doit être tenu à disposition des services d'incendie et de secours ainsi que les fiches de données de sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Aménagement du stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article Titre 3. Chapitre 5. Article 2.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Flux thermiques

**Prescription contrôlée :**

Les distances des flux représentant respectivement un flux thermique de 5 kW/m<sup>2</sup> (correspondant aux effets létaux en cas d'incendie) et de 3 kW/m<sup>2</sup> (correspondant aux effets significatifs en cas d'incendie) calculés résultant des scénarios simulant l'incendie de chaque cellule de stockage de l'étude de dangers y sont également repérés.

**Constats :**

L'exploitant déclare que la dernière étude de flux thermique a été réalisée en 2006 et qu'aujourd'hui, les locataires ont évolué. L'exploitant indique qu'aucune modification du bâti n'a été réalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser l'étude de flux thermique en adéquation avec l'activité actuelle dans les différents bâtiments.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 4 : Gestion de la prévention des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des contrôles des équipements de sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon les règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

**Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant gère l'ensemble des contrôles réglementaires des moyens d'intervention en cas d'incendie sauf pour le Q18, pour les BAES et pour les extincteurs laissés à la charge des locataires. Les locataires transmettent annuellement le Q18 et vérification extincteurs / BAES. De ce fait, l'exploitant tient à jour un tableau de suivi des remontées des locataires sur les contrôles réglementaires.

Concernant la détection incendie, cette dernière est reliée au sprinklage. La vérification du sprinklage a été réalisée par la société AAI en date du 19 décembre 2024. Le rapport Q1 conclut qu'il n'y a pas de risque de mise en échec de l'installation. L'exploitant a présenté les devis signés pour les levées d'anomalies et les courriers transmis aux locataires pour leur signaler tout problème de stockage.

De plus, l'exploitant a présenté un tableau de suivi de ses vérifications périodiques et montrent que:

- le contrôle du désenfumage a été réalisé le 28/11/2024
- le contrôle Q18 partie commune a été réalisé le 16/01/2025
- le contrôle Q19 partie commune a été réalisé le 16/01/2025
- le contrôle des RIA a été réalisé le 26/07/2024
- le contrôle de l'alarme a été réalisé le 24/06/2024
- le contrôle des portes coupe-feu a été réalisé le 22/03/2024
- le contrôle de l'alarme a été réalisé le 24/06/2024

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 7.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, La détection Incendie

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage est assuré par un système d'extinction incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant et à la société de télésurveillance.

Dans chaque bâtiment A,B et C sont implantés deux postes de contrôles du système d'extinction automatique principal. Ces postes sont équipés d'une alarme sonore et visuelle.

L'établissement est doté d'équipement d'alarme de type 3 minimum.

**Constats :**

L'exploitant déclare que la détection incendie est reliée au sprinklage. La vérification du sprinklage a été réalisée par la société AAI en date du 19 décembre 2024. Le rapport Q1 conclut qu'il n'y a pas de risque de mise en échec de l'installation. L'exploitant a présenté les devis signés pour les levées d'anomalies et les courriers transmis aux locataires pour leur signaler tout problème de stockage.

L'inspection solde la non-conformité N°16 de la précédente inspection de 2022 (rapport D2022-1031).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Conception et aménagement des infrastructures**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 2.2.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage, portes coupe feu  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe feu de degré deux heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupes-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ; à chaque porte coupe-feu doit être associée une porte pour accès piéton à moins de 5 mètres. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente le bulletin de vérification rédigé par CLIMEX en date du 22/03/24 (n°intervention : 226755) pour les portes coupe-feu. Des non-conformités sont présentes. L'exploitant précise qu'il a des problèmes pour le devis avec la société CLIMEX. L'exploitant travaille sur ce point et est conscient des difficultés.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le bon de commande signé ainsi qu'un échéancier pour la réalisation des travaux.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois   |

**N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 7.1.2 et 7.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les moyens de lutte, conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur, comportent :

- des extincteurs en nombre suffisant, de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre, répartis dans l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux à risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles à raison d'un extincteur portatif à eau pulvérisée de 6 litres au minimum ou en cas de risques électriques à poudre de 6 kg, pour 200 m<sup>2</sup> de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau ;

- de robinets d'incendie armés (RIA) de 33 mm minimum situés à proximité immédiate des issues et utilisables en période de gel, prévus conformément aux dispositions des normes françaises applicables de manière que tout point puisse être atteint par 2 jets de lance

- une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée commune aux bâtiments A,B et C munie d'une réserve d'eau d'au moins 1854 m<sup>3</sup> et une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée dédiée au bâtiment D muni d'une réserve d'eau d'au moins 330 m<sup>3</sup>

**Constats :**

L'inspection a réalisé une vérification des extincteurs par échantillonnage sur le bâtiment A. L'exploitant a répondu à cette prescription via le point de contrôle N°4 et a montré que la société ECS a effectué le contrôle des extincteurs par Eurofeu le 11/06/2024 et ne présente aucune remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 71.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La défense extérieure contre l'incendie est assurée au minimum par 4 poteaux d'incendie publics et 4 poteaux privés, dont un est implanté à l'angle est du bâtiment D.<br><br>Ces poteaux sont de diamètre 100 mm (Norme NF S 61 212), piqués sans passage par compteur (seul le compteur utilisant l'effet de vitesse de l'eau sur un organe mobile en rotation est autorisé- cf. norme NFE 17 002) ni « by pass » sur des canalisations assurant un débit simultané minimal de 4000 litres minutes sous une pression dynamique minimale de 1 bar   |
| <b>Constats :</b><br><br>En date du 14/02/2025 l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de vérification des poteaux incendie privés réalisé par le bureau de contrôle 2SPI le 28/11/2024. L'inspection constate que les quatre poteaux incendie ont été contrôlés individuellement et présentent un débit unitaire supérieur à 120 m <sup>3</sup> /h à une pression d'1 bar. Quatre poteaux incendie privés sont localisés sur les façades sud des bâtiments alors que quatre poteaux incendie situés sur les façades nord sont sur la voie publique.<br><br>Par contre, la mesure de débit n'a pas été réalisée en simultané par le bureau de contrôle. Seuls les poteaux numérotés 33 et 500 ont été testés en simultané afin de s'assurer de la pression à un débit de 60 m <sup>3</sup> /h individuellement.<br>Au vu de la norme des poteaux incendie de diamètre 100 mm (60m <sup>3</sup> /h), l'inspection considère un minimum de poteaux à tester de quatre en simultané pour respecter le débit de 240m <sup>3</sup> /h exigé par l'arrêté préfectoral. Pour autant, l'inspection s'interroge sur le choix des poteaux pour considérer le test pertinent.<br>L'exploitant déclare qu'il ne contrôle pas les poteaux incendie sur la voie publique. L'exploitant explique qu'elle a un contact au service cartographique du groupement nord du SDIS afin de définir les poteaux à contrôler. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la réponse du SDIS sur le choix des poteaux incendie à contrôler en simultané. En cas de difficulté, l'inspection contactera le service prévision du SDIS.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois   |

**N° 9 : Conception et aménagement des infrastructures**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 2.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les commandes de désenfumage (et éventuellement d'amenée d'air) sont regroupées en un seul endroit signalé, accessible en toute circonstance et en permanence pour les sapeurs pompiers. Elles seront, de plus, identifiées par canton de désenfumage ou zone. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant justifie du fonctionnement de l'installation via la réalisation du contrôle de désenfumage réalisé le 26/07/2024 mentionnant des écarts. Les travaux de mise en conformité sont en cours d'après le fichier de suivi de l'exploitant.                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 3.1.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornes Autonome d'éclairage de sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Aux dessus des issues et des dégagements généraux, est installé un éclairage de sécurité permettant, en cas de défaillance de l'éclairage normal, d'accéder facilement à l'extérieur en signalant les cheminements, les sorties, les obstacles et les indications de changement de direction. Cet éclairage de sécurité doit avoir une autonomie minimale d'une heure.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant déclare que le contrôle des BAES est piloté par les locataires via le Q18. Dans le cadre d'un contrôle par échantillonnage, l'inspection demande le contrôle réglementaire de la société ECS localisée dans le bâtiment A.<br><br>Le 13/03/2025 par mail, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle de l'installation électrique édité par SOCOTEC lors de la vérification du 24/10/2024. Sur les 2 rapports, l'inspection constate qu'il y a des non-conformités qui étaient déjà signalées dont certains BAES, qui ont un défaut de fonctionnement. Cette non-conformité figurait déjà dans la précédente inspection.<br><br>Au vu des rapports, l'inspection constate des non-conformités mais n'observe pas de levée des non-conformités. Lors de la visite de la cellule PIEX, une porte coupe-feu est condamnée mais un BAES est toujours présent. En date du 13/03/2025, par mail, l'exploitant a transmis une photo montrant le retrait du BAES. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la facture des travaux de mise en conformité des BAES suite aux observations relevées par le bureau de contrôle le 24 octobre 2024.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

**N° 11 : Consignes de sécurité**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 5. Article 3.2.3 et le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans d'intervention  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un plan d'opération interne (POI) est établi, suivant la réglementation en vigueur, par l'exploitant en liaison avec le Service d'Incendie et de Secours. Dans le trimestre qui suit son élaboration, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise œuvre du POI. Ces exercices à fréquence biennale sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester ce plan.<br><br>Le plan de défense incendie via le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.<br><br>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.<br><br>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection, l'exploitant déclare ne pas avoir réalisé d'exercice incendie.<br><br>De plus, l'inspection constate que l'exploitant possède un POI mais pas de Plan de défense incendie.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un exercice de défense contre l'incendie par mise en œuvre du POI et de transmettre le rapport de l'exercice. De plus, l'exploitant transmettra son POI à jour ainsi que le plan de défense incendie.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

N° 12 : Surveillance des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 2. Article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des installations de combustion

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait effectuer au moins une fois tous les 3 ans, par un organisme agréé par le ministère de l'Environnement, une mesure dans les gaz rejetés à l'atmosphère des débits rejetés et des teneurs en oxygène et oxyde d'azote. Cette mesure s'effectue aux allures représentatives des fonctionnements stabilisés de l'installation. La durée de cette mesure est d'au moins une demi-heure, et est répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (Gaz très chargés ou très humides...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures...). Dans ce cas, tout justificatif sera fourni dans le rapport d'essai.

Les résultats de mesures périodiques des émissions de polluants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Par mail en date du 14/02/2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle triennal concernant les mesures des émissions atmosphériques de la chaufferie comportant 2 chaudières ayant une puissance nominale de 3 MW chacune. Ces rapports ont été édités par Bureau Veritas le 05/12/2018 et le 09/07/2021. Ces derniers ne révèlent aucune non-conformité. Pour autant, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de contrôle pour l'année 2024.

De plus, par mail en date du 14/02/2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle triennal concernant les contrôles périodiques de l'efficacité énergétique des chaudières de la chaufferie comportant les 2 chaudières d'une puissance nominale de 3 MW chacune. Ces rapports ont été édités par Bureau Veritas le 14/11/2018 et le 02/07/2021. Ces derniers ne révèlent aucune non-conformité. Pour autant, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de contrôle pour l'année 2024.

D'après le tableau de suivi des contrôles réglementaires, la demande est en cours depuis 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant les rapports de contrôle concernant les mesures des émissions atmosphériques et les contrôles périodiques de l'efficacité énergétique des chaudières la chaufferie comportant les 2 chaudières ayant une puissance nominale de 3 MW.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 13 : Gestion des déchets sur site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre 3. Article 4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets et déclaration

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Ce registre contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

S'il est soumis, l'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux produits sur le site conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets selon les modalités définies dans cet arrêté. P19/38 APC

**Constats :**

Par mail en date du 14/02/2025, l'exploitant a transmis son registre des déchets contenant la gestion des boues hydrocarbonées ainsi que l'évacuation de matières avec la présence d'amiante (2 BSDD).

La quantité de déchets dangereux est supérieure à 2 tonnes pour l'année 2025, l'exploitant devra renseigner sa gestion de déchets dans GEREP avant le 31 mars 2026.

Lors de la visite du bâtiment A dans la cellule PRIEX, l'inspection s'est interrogée sur la gestion des déchets liquides tels que les sirops. La locataire déclare que la société PRIEX applique une procédure pour la gestion des déchets de médicaments. Elle déclare qu'ils sont traités dans une filière spécifique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de créer son compte GERE puis de déclarer les déchets dangereux produits en 2025 sur l'application GERE avant le 31 mars 2026.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre la procédure de gestion des déchets de médicaments du locataire PRIEX ainsi que les justificatifs de reprise de ces déchets de médicaments par une entreprise agréée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 14 : Prévention des risques technologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, Titre 3. Chapitre V Article 2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation de protection contre la foudre

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont équipées d'un dispositif de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats :**

Par mail en date du 14/02/2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complète de protection contre la foudre réalisée par Bureau Veritas du 09/10/2024. Le rapport montre qu'il n'y a pas d'écart.

L'inspection solde la non-conformité N°15 de l'inspection du 6 décembre 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_15   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que le contrôle de l'installation électrique est piloté par les locataires via le Q18. Dans le cadre d'un contrôle par échantillonnage, l'inspection demande le contrôle réglementaire de la société ECS localisée dans le bâtiment A. L'exploitant présente le rapport Q18 du locataire ECS qui montre que l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie.</p> <p>Par mail en date du 13/03/2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle de l'installation électrique édité par SOCOTEC lors de la vérification du 24/10/2024. Sur les 2 rapports, l'inspection constate qu'il y a des non-conformités qui étaient déjà signalées sur l'installation électrique.</p> <p>Au vu des rapports, l'inspection constate des non-conformités mais n'observe pas de levée des non-conformités.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la facture des travaux réalisés par le locataire afin de traiter les non-conformités relevées par le bureau de contrôle.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

N° 16 : Prévention des risques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/06/2006, Titre 2, Article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité de l'installation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêt et les réglementations autres en vigueur.<br>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Initialement, dans le cadre de l'autorisation d'exploiter, les bureaux et locaux sociaux sont implantés à l'étage et en mezzanine au-dessus des quais de chargement. Lors de la visite, l'inspection constate que la mezzanine est utilisée par un sous-locataire de la société ECS. La SARL BAR ASSOCIES exploite la mezzanine en stockant des matières textiles, en personnalisant les vêtements via un atelier et en présentant une zone de bureau.<br><br>L'inspection observe que cette nouvelle utilisation de la mezzanine n'est pas en adéquation avec le dossier initial et le point 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 sur les dispositions constructives des bureaux permettant de les isoler du stockage. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande à l'exploitant de suivre les prescriptions citées en référence en respectant l'utilisation de l'étage comme bureaux et locaux sociaux. Il est tenu de retirer l'ensemble des stockages dans la mezzanine présente dans la cellule occupée par le locataire ECS.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

N° 17 : Prévention des risques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_17  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux de charge  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Lors de la visite du site, l'inspection constate que des chargeurs et des supports métalliques sont posés sur des palettes en bois dans le local de charges de la société PIEX. Par mail en date du 10/03/2025, l'exploitant a transmis des photos de la société PIEX montrant l'évacuation de ces matières combustibles.</p> <p>Concernant le local de charge de la société ECS, l'inspection constate la présence de matières combustibles représenté par des palettes en bois, des planches en bois, des bureaux et du matériel de visio conférence.</p>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant veillera au respect de la prescription en évacuant les matières combustibles stockées dans le local de charge de la société ECS.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 18 : Prévention des risques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_14  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Évacuation du personnel   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.                          |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite terrain dans la cellule d'ECS, l'inspection constate qu'il y a du stockage dans les allées de circulation et devant les moyens de secours. L'inspection note qu'une issue de secours n'est pas accessible ce qui augmente la distance d'évacuation.<br><br>En date du 13/03/2025, l'exploitant a transmis des photos montrant que les moyens de secours et l'issue de secours sont en libre d'accès.<br><br>Par mail en date du 14/02/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les 6 bilans d'exercice d'évacuation réalisé par la société CLIMEX LE 16/09/2024 pour l'ensemble des bâtiments (A, B1, B2, C1, C2 et D).<br>Sur l'ensemble des rapports de contrôle, il est notifié que de manière générale, il faut rejoindre le point de rassemblement et ne pas rester devant le bâtiment. Bien fermer les rideaux des quais de livraison (lorsque cela est possible et sans se mettre en danger) et les fenêtres de l'immeuble. L'exploitant précise que ces remarques sont des phrases de sensibilisation automatiques. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |